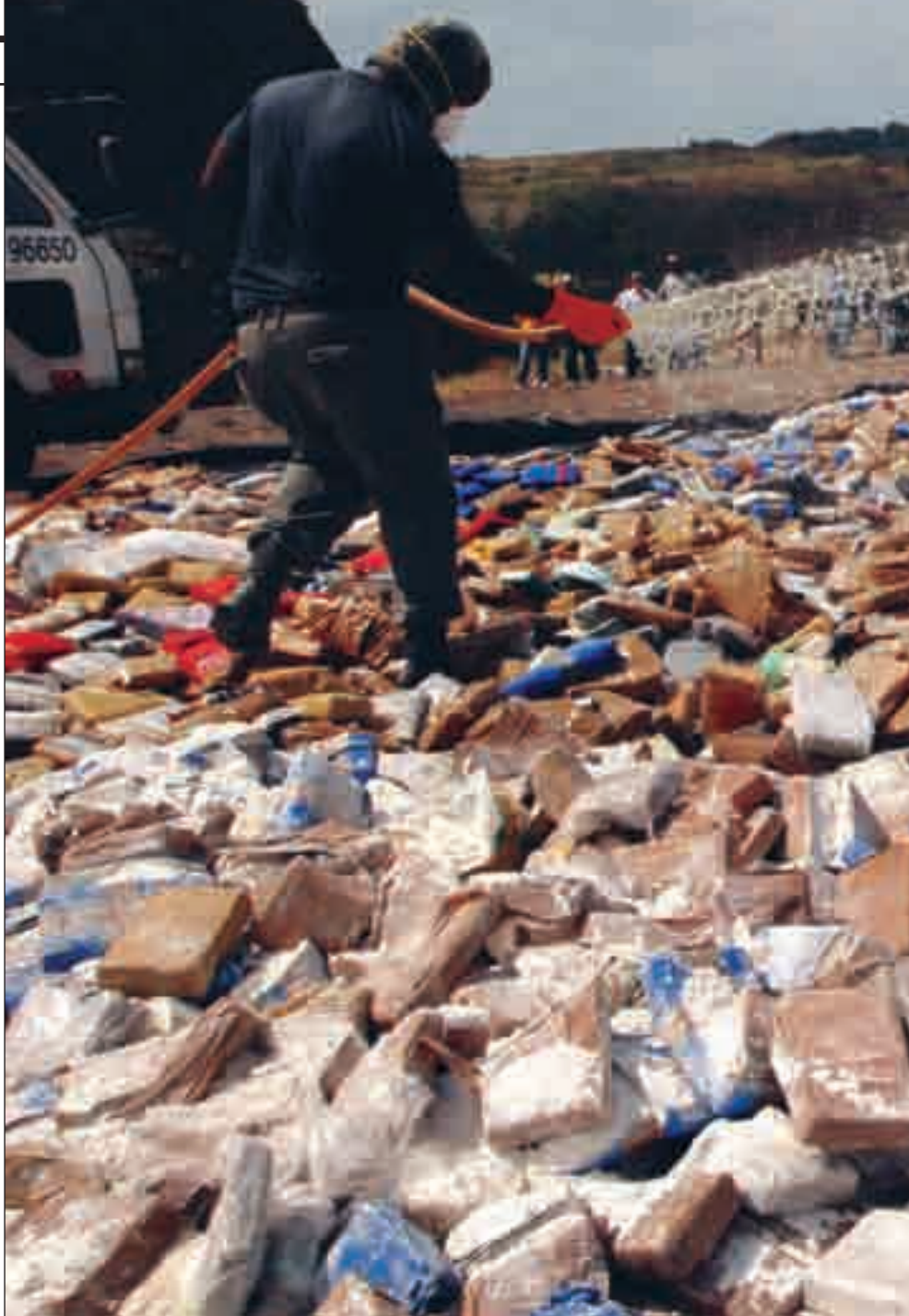


## De la poudre dans ton attiéké !

La mythique route du sel, qui traversait le Mali au fil du fleuve Niger et fit de Tombouctou la reine du désert, riche, en plein XIV<sup>e</sup> siècle, de quelque 100 000 habitants, succède désormais une autre route, celle de la drogue. Autrefois la gemme grise, vecteur de richesse pour des régions entières, favorisait les échanges commerciaux et culturels. Aujourd'hui la poudre blanche draine dans son sillage des flots d'argent sale qui ne profitent qu'aux trafiquants, des violences sans nombre, la misère sociale et morale pour les « mules », c'est-à-dire les petits transporteurs, les revendeurs et les consommateurs. Des pays fragiles comme la Guinée-Bissau ou la Guinée-Conakry sont aujourd'hui la cible des cartels latino-américains, mexicains en priorité. Ils s'y installent désormais plus ou moins ouvertement, utilisent les infrastructures nationales pour réceptionner leurs grosses cargaisons et instrumentalisent les populations pauvres pour servir leurs intérêts. Leur emprise s'accroît maintenant au point qu'ils n'hésitent plus à se mêler de la vie politique, pesant de tous leurs narco-dollars sur les campagnes électorales, plaçant aux postes clés ceux qui les servent, au grand dam des organisations interétatiques impuissantes. Tous les pays ne sont pas concernés, fort heureusement, et la prise de conscience s'étend au point que la question drogue est désormais débattue collectivement dans les rencontres interafricaines et lors des sommets internationaux. Car de plaque tournante du trafic international, l'Afrique pourrait voir se développer son marché intérieur, soutenu par la forte urbanisation et la perte des valeurs traditionnelles, lesquelles sont remplacées par une sous-culture hédoniste potentiellement mortifère. Les chefs d'État africains en sont conscients. La longue lutte a commencé. ■

Afrique Asie



**Trafic** Depuis quelques années, le continent africain est devenu le ventre mou du trafic mondial des stupéfiants, en particulier de la cocaïne : frontières poreuses, autorités corrompues, policiers peu formés... Des narco-trafiquants très organisés, à la pointe des technologies et armés dernier cri, y acheminent leurs produits pour les redistribuer vers les marchés consommateurs, non sans avoir créé quelques habitudes sur place. Au point de — enfin — alarmer les organisations internationales.



Dang Qi / Landov / Maxapp

Des tonnes de cocaïne, de marijuana et d'héroïne, comme ici au Panama, sont saisies et détruites par le feu.

## La route de la drogue

Par Valérie Thorin

**A**u fil des siècles, l'Afrique a tracé la route du sel, celle des épices ou de l'ivoire. Autre temps, autres mœurs, elle dessine aujourd'hui celle de la drogue. Jusque dans les années 1990, le continent

semblait s'être tenu relativement à l'écart de ce dangereux commerce. Mais en 1993, quelque 300 kg d'héroïne sont saisis au Nigeria, une quantité qualifiée de « spectaculaire » en provenance de Thaïlande. Dès cet instant, les autorités de lutte contre le trafic de stupéfiants vont enregistrer la

brutale transformation de petits transporteurs pour le compte de tiers en véritables gangs de trafiquants, parfois lourdement armés, bientôt en mesure de traiter des affaires d'égal à égal avec des organisations analogues en Asie ou en Amérique latine. Dans le même temps, la consommation ➤



Roland et Sabrina Michaud / Rapho

*Le cannabis se fume en Asie depuis des siècles (miniature indienne).*

locale se développe sur un terreau d'urbanisation galopante et de perte des valeurs traditionnelles.

#### ► Trafics en hausse

Dès lors et selon les données de l'Office des Nations unies contre le crime et la drogue (ONUDC), les chiffres des saisies révèlent l'augmentation constante des trafics, notamment en Afrique de l'Ouest, tout en restant relativement modestes (par exemple : augmentation de 60 % des saisies d'héroïnes entre 2003 et 2004, mais l'Afrique ne représente toujours que 0,3 % du total des saisies au

niveau mondial en 2007). Toutefois, les statistiques sont peu fiables et le niveau des saisies est loin de refléter la réalité du flux de narcotiques qui transite par l'Afrique car les forces de police locales ne sont pas encore bien formées, ni intensément mobilisées pour intercepter d'éventuelles cargaisons. Le marché semble partagé de la façon suivante : l'héroïne afghane est

destinée aux marchés d'Asie centrale, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Une partie croissante est envoyée en Amérique du Nord par l'Afrique orientale, l'Afrique de l'Ouest. Celle produite dans le Triangle d'or asiatique alimente les marchés chinois, est-asiatiques et océaniques. Celle provenant d'Amérique latine dessert essentiellement le marché nord-américain. Quant à la demande, elle reste stable sauf dans les pays situés sur la route de la drogue comme le Mozambique, la Zambie, le Kenya, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire. L'augmentation est plus contenue en Afrique du Sud, à Madagascar, au Ghana, au Liberia et au Sénégal.

#### ► Lutte inefficace

L'élément le plus préoccupant est l'augmentation de la quantité de cocaïne qui transite désormais par l'Afrique, au point que celle-ci est désormais considérée comme la plaque tournante de ce trafic dans le monde. C'est vraisemblablement l'augmentation de la consommation en Europe, parallèlement à la baisse de celle-ci en Amérique du Nord, qui a conduit les cartels à s'intéresser à l'Afrique. Les saisies ont été multipliées par trois entre 2003 et 2004 sur l'ensemble du continent et par six en Afrique occidentale seulement. Le Cap-Vert, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Ghana et le Nigeria sont en tête du peloton. Depuis 2005, 46 tonnes ont été saisies, alors que jusqu'à cette date, c'était à peine une tonne par an. Réunis à Dakar le 15 février 2010, les ministres de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Cap-Vert, Mali, Mauritanie et Sénégal) se sont engagés à mettre en place un « dispositif de riposte » face à l'ampleur nouvelle du phénomène. Pour l'instant, les experts constatent l'inefficacité de la lutte menée notamment contre les cartels sud-américains.

Ce sont eux, en effet, qui détiennent le flux de drogue le plus important. Navires et avions arrivent sur des zones portuaires ou aéroportuaires peu contrôlées. Les cargaisons, cachées dans des containers, sont alors frag-

**LES SAISIES DE DROGUE SONT GÉNÉRALEMENT COLOSSALES...**

**ENCORE FAUT-IL QU'ELLES SE PRODUISENT!**

**TRAFFICS DE DROGUES, D'ARMES  
ET DE MÉDICAMENTS FRELATÉS  
EN 2008**


Jean Jolly / L'Harmattan

*Les chemins des produits illicites enserrent l'Afrique de toutes parts.*

mentées et réacheminées soit dans des bagages ou des vêtements sur des vols commerciaux, soit par ingestion par des passeurs, eux-mêmes rémunérés en cocaïne. La majeure partie est destinée à l'Espagne et au Royaume-Uni, mais des livraisons se font également en France et au Portugal. L'ONUDC estime que la cocaïne en provenance

d'Afrique de l'Ouest représente chaque année quelque 2 milliards de dollars sur le marché de gros en Europe.

Les pays très pauvres, comme la Guinée-Bissau, sont difficilement capables de contrôler leur espace aérien ou côtier et les policiers ne sont pas encore suffisamment formés à repérer des trafiquants bien équipés et

disposant d'un réseau de renseignement efficace. Les saisies, lorsqu'elles se produisent, sont colossales : depuis 2005, 46 tonnes de cocaïne à destination de l'Europe ont été saisies – par hasard – sur l'ensemble du continent. Les trafiquants ne sont, en général, pas véritablement inquiétés car la plupart bénéficient d'appuis puissants. ■

**Interview** Dans son livre « Afrique noire, poudre blanche », Christophe Champin fait le point sur un fléau grandissant, qui atteint de plein fouet les États faibles.

## « Il y a un vrai risque de déstabilisation »

Propos recueillis par Valérie Thorin

■ **Qu'est-ce qui vous a donné l'idée et l'envie d'écrire ce livre ?**

□ Quand j'étais correspondant de RFI en Afrique de l'Ouest, je récoltais de temps à autre des informations. Début 2005, on a commencé à dire que des pistes d'atterrissage de fortune en Guinée-Bissau étaient utilisées régulièrement par des trafiquants. J'ai fait plusieurs reportages dans ce pays et au Sénégal, en Guinée-Conakry et au Mali et je me suis rendu compte que le trafic prenait une telle ampleur que ça méritait qu'on enquête davantage sur le sujet.

■ **Donc pas de source particulière, des enquêtes journalistiques...**

□ Oui, j'ai commencé à tirer un fil et la pelote s'est déroulée. Il y a le travail de terrain, mes entretiens avec les services antidrogue, les rencontres fortuites avec des gens en contact avec des trafiquants et toutes les petites infos de la presse ou des médias qui sont autant de parties d'un puzzle.

■ **Certains pouvoirs africains sont compromis, est-ce facile de mettre au jour ce genre d'informations ?**

□ Certes pas. Mais, paradoxalement, c'était facile en Guinée-Bissau car c'est un pays sans État, petit en termes de population, avec beaucoup de rivalités politico-militaires. À la faveur de ces rivalités – chacun se dénonçait l'un l'autre – et de la désorganisation du pays, les affaires sont sorties au grand jour. Pour la Guinée-Conakry, j'avais discuté avec des spécialistes du renseignement qui se posaient des questions à propos du fils du président Lansana Conté. Quand celui-ci était au pouvoir, c'était très difficile à confirmer. À l'époque, j'ai hésité à sortir l'information car je n'avais pas suffisamment de preuves tangibles. Ce n'est que dans les six mois qui ont précédé la mort de Conté que l'on a commencé à parler de trafic de drogue en Guinée. J'ai des soupçons sur

d'autres pays mais je me garde bien d'en parler, je n'ai pas suffisamment d'éléments.

■ **Dans votre livre, vous parlez beaucoup de cocaïne. Est-elle « le » produit de l'Afrique ?**

□ Non. La drogue transite par le continent africain depuis longtemps. Dans les années 1980, on évoquait plutôt l'héroïne car elle était beaucoup consommée aux États-Unis et en Europe. À cette époque-là, les Nigériens étaient en train de monter en puissance dans les organisations criminelles transnationales et prenaient une place importante dans le trafic mondial d'héroïne. Il s'agissait d'abord de petits passeurs qui allaient la chercher en Asie du Sud. Peu à peu, ils sont devenus de véritables intermédiaires, des semi-grossistes et, du coup, l'Afrique est devenue l'une des plaques tournantes de l'héroïne. Puis est arrivée la cocaïne.

### ► Zone d'États fractionnés

Au début, peu de ce produit passait par l'Afrique car la consommation en Europe était limitée à la jet-set, au milieu de la publicité et du show-biz, elle était élitiste et marginale. Puis, aux États-Unis, il y a eu stagnation du marché, due à la fois à la répression et à la montée des drogues synthétiques. Par ailleurs, les cartels colombiens se sont trouvés en concurrence avec les Mexicains. Ceux-ci, qui n'étaient au départ que des intermédiaires, sont devenus plus puissants que leurs commanditaires. L'Europe était un moyen, pour les Colombiens, de rester autonomes. L'Afrique est alors apparue comme une filière d'écoulement car la cocaïne transitait par les Caraïbes mais la répression et la surveillance mari-

time poussaient à trouver d'autres routes. L'Afrique est géographiquement proche de l'Europe, c'est une zone d'États fractionnés où la corruption est importante, d'où l'idée d'y stocker la cocaïne avant de la faire repartir vers l'Europe.

■ **Le Nigeria était à l'aube du trafic mais ce n'est pas un pays sans État. Outre le fait qu'il est riche de 150 millions d'habitants, comment expliquer sa place importante ?**

□ Il y a une raison bien spécifique : ses organisations criminelles sont des coopératives de micro-organisations qui se donnent des coups de main, coopèrent entre elles mais sans qu'il existe de « pieuvre » nigérienne. C'est ce qui rend la lutte difficile car chacune a son autonomie. On arrive vite au patron, mais on ne touche pas forcément une tête de réseau pour la bonne raison qu'il n'y en a pas. Certaines régions sont plus concernées que d'autres, notamment l'est du pays, avec la communauté ibo, très fractionnée, avec beaucoup de langues différentes. Du coup, elles communiquent entre elles dans des langues micro-locales. Pour les surveiller ou à savoir ce qui se dit, il faut des gens spécialisés, ce qui est tout de même difficile à trouver...

■ **En plus, il y a une belle frange de plages...**

□ La géographie est opportune, mais toutefois ces dernières années il n'y a pas eu beaucoup de cargaisons de cocaïne signalées sur les côtes nigérianes. Cela ne signifie pas qu'il n'y en a pas, ça peut venir du fait qu'il y a beaucoup de corruption et qu'on ne les a pas saisies. De plus, le Nigeria est maintenant tellement suspect aux yeux des polices internationales que dès

MÊME DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS,  
LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC EST TRÈS DIFFICILE.



D. R.

STR/AFP

moyens manquent et, il ne faut pas se voiler la face, il y a beaucoup de corruption. Les pays ont besoin d'argent, ne serait-ce que pour le fonctionnement des partis politiques. N'oublions pas non plus que même dans les pays développés, la lutte contre le trafic de drogue est très difficile.

■ Il y a une prise de conscience, tout de même, de la gravité du problème...

□ Si l'on parle de problème dans un sommet aussi important qu'Afrique-France, c'est parce que les Français et les Africains réalisent qu'il y a un vrai risque de déstabilisation. Au Mexique, puissance régionale émergente, le ministre de l'Intérieur a déclaré que certaines organisations criminelles ont des moyens militaires presque aussi puissants que l'armée nationale. Si elles continuent à étendre leurs ramifications sur le continent africain, certains pays peuvent tomber sous leur coupe. Tous les pays ne sont pas concernés, mais il y a un risque et on le voit en Guinée-Bissau : les organisations criminelles peuvent peser sur des décisions politiques et même sur des élections. Lors de la campagne présidentielle, des sommes d'argent extraordinaires ont été dépensées pour certains hommes politiques. D'où venait cet argent ? La question a été posée aussi au Ghana, où les différents candidats s'accusaient les uns les autres d'être mêlés au trafic de drogue. Ce n'est peut-être pas vrai, on n'en a pas la preuve mais il faut garder à l'esprit qu'au Ghana, il y a déjà eu des politiciens arrêtés pour trafic de drogue, notamment sur le territoire des États-Unis.

L'enjeu de ce livre est d'alerter l'opinion sur le fait que l'Afrique est à un carrefour. Va-t-on vers des États de droit, où la justice fonctionne, où les institutions respectent la Constitution, où les visions politiques ne sont pas dictées par des organisations criminelles, ou se dirige-t-on vers des États « informels » où tout est possible et qui perdent toute crédibilité vis-à-vis des bailleurs de fonds et des partenaires internationaux ? Ce livre lance un cri d'alarme et, bien qu'il soit une goutte d'eau dans l'océan du problème, la lutte doit s'intensifier contre ce fléau qui pousse certains pays dans le mauvais sens. ■

87 kg de marijuana se trouvaient dans les valises de ce Nigérian, arrêté à Pékin.

qu'un voyageur ou une cargaison arrive du Nigeria, le soupçon naît.

■ Sur le plan de la répression, peu de choses sont faites.

□ Ca vient. Le sujet a fait l'objet d'un huis clos lors du dernier sommet Afrique-France à Nice. Le président

français Nicolas Sarkozy en a parlé brièvement dans sa conférence de presse de clôture. Au Sénégal, il y a un Office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants (Octris), comme en France, même s'il ne fonctionne pas encore très bien. Les

**LES ORGANISATIONS CRIMINELLES PEUVENT PESER  
SUR DES DÉCISIONS POLITIQUES ET MÊME SUR DES ÉLECTIONS.**

**Khat** C'était la drogue yéménite par excellence. Aujourd'hui, sa production et sa consommation se sont étendues à toute la Corne de l'Afrique, générant un business fort lucratif.

## Feuille du diable ou paradis ?

Par Mamo Zeleke

**C**annabis, cocaïne, ecstasy et autres, le trafic de drogue n'est pas étranger à la Corne de l'Afrique. Les trafiquants éthiopiens, érythréens et kényans agissent entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et vers la péninsule arabique. Ainsi, le haschisch éthiopien, qui pousse à Quara et Gondar, au nord, est vendu au Soudan et exporté vers l'Arabie Saoudite via Port-Soudan. La mafia contrôle le village de Malindi, au Kenya, pour les opérations de blanchiment d'argent et le trafic de drogues. Du coup, le FBI est présent dans la région avec une antenne à Nairobi, la capitale kényane, et à Addis-Abeba, en Éthiopie. Dans ce pays, les vols d'Ethiopian Airlines en provenance de Bangkok sont souvent utilisés pour le transport de la drogue. À tel point que la célèbre prison de Kaliti, à Addis-abeba, compte non seulement des prisonniers politiques mais aussi plus d'une douzaine de « mules », les petits transporteurs, de nationalités nigériane, sénégalaise et ghanéenne.

### ► Cérémonial

La première des drogues en Éthiopie reste la feuille verte mâchée par des millions de personnes : le khat, qat ou chaat (*Catha edulis*), qui contient une molécule d'amphétamine naturelle. Depuis dix ans, le khat grignote largement sur la culture du café, principale production agricole. Un kilo de khat est vendu – selon la qualité – plus de 30 dollars le kilo et a un coût de production inférieur à celui de café, tout en nécessitant moins de main-d'œuvre et d'eau. Son trafic génère des centaines de millions de dollars.

Cette feuille pousse aussi au Kenya et au Yémen. On la mâche en Ouganda et au Rwanda, particulièrement parmi la population musulmane. Au Kenya, on l'appelle *miraa*. Outre les feuilles, on mâche la tige une fois pelée. Le

meilleur khat, l'*awdaye*, vient d'Éthiopie où seules les feuilles, de préférence très fraîches, sont utilisées. Autrefois, seuls les petits commerçants yéménites et quelques musulmans mâchaient la feuille verte, qui était la drogue yéménite par excellence. Aujourd'hui, sa consommation s'est étendue dans toute la Corne de l'Afrique, y compris aux populations non arabes.

Mâcher du khat en Éthiopie fait l'objet de tout un cérémonial qui ressemble à celui du café. Il peut durer des heures, en général l'après-midi. Le consommateur, bien à l'aise sur un tapis, entouré d'encens, a à sa disposition des boissons non alcoolisées. Lorsqu'on atteint le *mirkana*, un état relativement agité, il faut redescendre (*mirkana chebsi*) en s'hydratant. Suit alors une stupeur léthargique. Les propriétés stimulantes du khat font aussi son succès auprès des étudiants en période de préparation des examens.

Le khat n'est pas considéré comme une drogue par certains pays européens, comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique. Des quantités équivalant à des millions de dollars sont transportées chaque semaine vers les capitales européennes où vivent des milliers de Somaliens, Kényans et Éthiopiens. Le Khat est devenu le deuxième produit d'exportation de l'Éthiopie, après le café et avant le cuir, les graines d'oléagineux et les légumes secs. Un *business* rentable, largement contrôlé par l'État.

Le trafic de cette drogue a provoqué des conflits armés partout dans la Corne d'Afrique, et aussi au Yémen. Les experts américains affirment que les revenus de sa vente financent les terroristes au Yémen et en Somalie. Il



Sur le mercato d'Addis-Abeba, la feuille de khat arrive fraîche, prête à être consommée.

constitue le premier produit éthiopien d'exportation vers Djibouti où les « vols khat » sont toujours attendus avec beaucoup de fébrilité. En Somalie, où les extrémistes interdisent l'alcool et l'usage de toute drogue, le khat est autorisé et représente un commerce très rentable. Tout comme il est devenu indispensable à des pans entiers de la population. Chaque après-midi, les dirigeants éthiopiens, dont le premier ministre Meles Zenawi, les chefs de guerres somaliens, les citoyens de Djibouti de toutes catégories et des millions d'Africains de la région et de la diaspora restent allongés pendant des heures pour atteindre leur *mirkana*. ■

**LES DIRIGEANTS ÉTHIOPiens, DONT LE PREMIER MINISTRE MELES ZENAWI, MÂCHOUILLENT DES HEURES DURANT LEURS FEUILLES VERTES.**

**Mali** Zones de rébellion et de tous les trafics, les vastes étendues du désert malien sont devenues un point de passage privilégié pour les réseaux sud-américains.

## La piste sahélo-saharienne

Par Luigi Elongui

Dans le quartier aéroportuaire de Bamako, quatre-vingts kilos de cocaïne d'une valeur de 2 milliards et demi de francs CFA ont été détruits pendant la Journée mondiale de lutte contre les stupéfiants, fin juin 2009. Quelques jours plus tard, la capitale malienne accueillait un séminaire régional sur ce thème, en présence d'experts et d'observateurs de treize pays de la sous-région, ainsi que des délégations de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD). En effet, malgré la baisse constatée en 2007 et 2008 <sup>(1)</sup> du nombre de saisies de cocaïne provenant de la sous-région et à destination de l'Europe, le pays du président Amadou Toumani Touré est, depuis 2004, l'une des plaques tournantes du marché international des stupéfiants. Les vastes étendues désertiques du nord-est, en particulier, sont le point de passage privilégié par les barons sud-américains du trafic.

Début novembre 2009, l'épave carbonisée d'un Boeing 727 est repérée sur la route reliant Gao à Kidal, dans l'extrême nord-est du pays, en plein désert du Sahara. Paysage lunaire d'oasis et de dunes, proche de l'Algérie et du Niger, cette zone qualifiée désormais de haute insécurité est sillonnée par des rebelles touaregs, des bandes armées de la branche maghré-

bine d'Al-Qaïda (Al-Qaïda au Maghreb islamique), des milices communautaires et des bandits de grand chemin. Il a été établi, depuis, que cet avion avait décollé du Venezuela et atterri sur cette piste naturelle, peut-être en urgence et à la suite d'une avarie. Une fois posé, il a été déchargé de la dizaine de tonnes de cocaïne qu'il transportait, laquelle a été ensuite acheminée vers le Niger. Incapable de reprendre l'air pour des raisons techniques, l'avion a été incendié par les



La carcasse du Boeing 727 gît en plein désert.

narcotrafiquants, soucieux de faire disparaître les traces de leur commerce.

Les réactions sur le continent et dans la communauté internationale ont été immédiates. Considérée comme « la menace la plus importante pour la stabilité régionale » au cours d'une réunion de sénateurs américains organisée une semaine après les faits par la sous-commission aux Affaires étrangères pour l'Afrique, cette « déferlante invisible » a été l'objet d'une

communication adressée au Conseil de sécurité par le directeur de l'ONUDD, Antonio Maria Costa. « Les drogues n'enrichissent pas seulement le crime organisé. Les terroristes et les forces antigouvernementales puisent des ressources dans le trafic de drogue pour financer leurs opérations » dans le Sahel, a-t-il déclaré. Peu avant la fin du mois de décembre 2009, des agents de la US Drug Enforcement Administration (DEA) ont interpellé à Accra, au Ghana, trois Maliens soupçonnés d'être impliqués dans cette affaire et les ont embarqués aux États-Unis pour qu'ils répondent de leurs actes devant la justice américaine.

### ► Répression européenne

Situé au carrefour de deux flux – l'héroïne à l'est et la cocaïne à l'ouest du continent –, le Sahara malien est en train de devenir le nouvel eldorado des narcotrafiquants. Si les réseaux choisissent désormais le Mali pour faire transiter leur marchandise, la commercialiser en partie et brouiller les pistes des enquêteurs, les raisons de fond du phénomène se trouvent au-delà de ce pays. La route du Sahara a pris de l'ampleur depuis 2004, au moment où la politique de prévention et de répression menée par l'Union européenne a fini par porter au bord de l'épuisement la route caribéenne, dont le terminal européen était situé aux Pays-Bas. Au fil du temps, on constate que les saisies néerlandaises baissent et que celles d'Afrique de l'Ouest augmentent. De zone de passage, le Mali se transforme en zone d'échange. L'ombre malfaisante de la drogue plane sur le nord du Mali. Qui pourra l'en chasser ? ■

**NOUVEL ELDORADO DES NARCOTRAFIQUANTS, LE SAHARA MALIEN EST AU CARREFOUR DE DEUX FLUX, L'HÉROÏNE À L'EST ET LA COCAÏNE À L'OUEST.**

► <sup>(1)</sup> Selon le rapport de l'ONUDD du 7 juillet 2009.

**Algérie** La lutte s'est intensifiée ces dernières années contre les trafiquants qui cherchent à s'implanter dans le pays en ouvrant de nouvelles routes vers les grands marchés de consommation en Europe. Une lutte sur plusieurs fronts.

## Sus aux barons des stup'

Par Hamid Zedache

Avec plus de 7 000 kilomètres de frontières et une façade maritime largement ouverte sur l'Europe, l'Algérie, dont le vaste Sahara est aussi un pont entre la Méditerranée et l'Afrique, constitue aux yeux des barons de la drogue dans le monde une plate-forme idéale pour l'écoulement de leur marchandise. Traqués aux États-Unis et en Europe, ils ont pris pied en Afrique où ils disposent de ports relais et d'aéroports clandestins pour le passage de leurs cargaisons. Ils agissent le plus souvent avec la complicité d'autorités locales indirectement associées à ce trafic fort lucratif, dont le chiffre d'affaires dépassait en 2009 les 1 000 milliards de dollars.

### ► Production locale

Si la cocaïne et l'héroïne voyagent par voie maritime ou aérienne d'Amérique du Sud, où les gouvernants peinent à éradiquer cette industrie, le cannabis est de plus en plus produit sur le continent. Plus de la moitié des pays africains abritent des plantations sauvages dissimulées au milieu d'innocentes cultures vivrières. Les cargaisons, dont le marché principal reste l'Europe, remontent les pistes sahariennes à travers la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, avant de débarquer en Espagne et en Italie. De là elles vont enfumer les pays voisins : France, Allemagne, Belgique, Hollande, etc. Des centaines de tonnes de cannabis sont ainsi écoulées tous les ans par des réseaux de fourmis constitués de « petites mains », de « nourrices », de « choufs » et de « petites frappes », installées à demeure dans les quartiers difficiles des banlieues européennes, sous le contrôle vigilant de puissants barons.

Par sa position géographique, l'Al-

gérie constitue malgré elle un carrefour obligé des nouvelles routes de la drogue. Aux yeux des trafiquants de diverses nationalités, elle est le che-

quelques tentatives avortées d'implantation de cannabis dans des zones désertiques, ne devienne une plaque tournante de ces activités illicites



Dans le Sud, les officiers de la Sécurité nationale perèrent et détruisent régulièrement des champs de pavots.

min le plus court et le moins coûteux pour le passage des stupéfiants, depuis que les Européens ont renforcé leurs contrôles sur leurs ports et aéroports, en particulier dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine. Les autorités algériennes craignent par-dessus tout que leur pays, dont la production reste négligeable malgré

organisées de l'étranger. Elles ont engagé ces dernières années une lutte multiforme et sans merci contre ces trafics et leurs barons. Il ne passe pas un jour sans que la gendarmerie nationale, en première ligne, la police, qui couvre les zones urbaines, et les douanes, qui veillent aux portes du pays, n'annoncent l'interception d'une

cargaison douteuse, le démantèlement d'un réseau de trafiquants, ou ne s'introuvent avant la livraison d'une marchandise à ses destinataires. Les opérations, minutieusement préparées et montées, se suivent et se ressemblent. Mais, en dépit des succès engrangés, c'est un véritable travail de Sisyphe. À peine une opération terminée, il faut enclencher la suivante sans laisser de répit aux contrebandiers.

En 2009, plus de 75 tonnes de résine de cannabis ont été saisies sur l'ensemble du territoire, selon les chiffres officiels. Près de 2 000 plants de cannabis ont été par ailleurs détruits, ainsi que plusieurs dizaines de milliers de

comprimés de substances psychotropes. Sur les 8 000 dossiers traités durant l'année, la moitié concerne le trafic et la commercialisation de drogues dures, de cannabis et d'opium. Précisément 11 362 personnes – dont 82 étrangers, essentiellement subsahariens – ont été interpellées en rapport avec ces trafics. Soit 2 874 trafiquants et 7 529 usagers de résine de cannabis et d'opium, 420 trafiquants et 433 usagers de substances psychotropes et 29 cultivateurs de cannabis et d'opium.

2009 présente ainsi le sinistre profil d'une année record. Mais le nombre de saisies en hausse – il est passé de 9 tonnes en 2006 à 38 tonnes en 2008 et 75 tonnes en 2009 –, en même temps qu'il suscite des craintes quant à l'ampleur et l'efficacité

des réseaux de dealers établis dans le pays, confirme aussi l'efficacité de la lutte ouverte menée contre les trafiquants. Un indice parmi d'autres de l'âpreté de cette lutte est le nombre d'accrochages qui ont opposé les ser-

vices de sécurité aux trafiquants. Il a été multiplié par quatre en quelques années. Les postes de contrôle fixes sont soutenus par des brigades mobiles sillonnant le désert aux confins des pays voisins et une surveillance aérienne des déplacements des bandes criminelles. Lorsqu'ils sont interceptés, les malfaiteurs, déterminés et solidement armés, ne reculent devant rien. Ils tentent de profiter du relief et de la moindre brèche dans le dispositif de contrôle. Ils jouissent en outre de complicités auprès de certains chefs de tribus locales et des groupes armés terroristes disséminés dans l'immense désert.

L'axe de pénétration le plus fréquenté actuellement – et le plus dangereux – traverse le Sud-Ouest algérien. Les trafics s'organisent à partir du Sahel, où continuent d'opérer des terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ils ont trouvé dans les prises d'otages, les réseaux de passeurs d'émigrés clandestins vers l'Europe et les trafics de toute sorte, dont celui de la drogue, un moyen facile de se financer. Récemment, plusieurs otages européens ont été kidnappés par AQMI. Vendus à des chefs tribaux locaux, ils ont été ensuite libérés contre rançon avec l'accord implicite de leurs propres États, qui ont fermé les yeux sur les transactions, s'ils ne les ont pas encouragées en sous-main, au détriment de la sécurité des États de la région. Pour Alger, qui a réuni récemment les pays sahéliens autour de cet objectif sécuritaire prioritaire, le démantèlement de la « Sahel connexion » doit être mené parallèlement à l'éradication des groupes terroristes.

Domage collatéral de ces trafics, la consommation de drogue en Algérie est en nette hausse depuis quelques années. Elle atteint toutes les couches sociales. Il s'agit essentiellement de consommation de cannabis et de psychotropes, mais très peu de cocaïne et d'héroïne, dont le prix reste hors de portée du consommateur moyen. Des réseaux de dealers sont signalés de plus en plus nombreux à proximité des établissements scolaires, dans un milieu fragile. Certaines associations

avancent des chiffres alarmistes sur le taux de pénétration – jusqu'à 45 % – des stupéfiants dans le milieu scolaire. La réalité est probablement moins alarmante. Il semble en effet que certains enquêteurs aient confondu entre *addicts*, dépendants récidivistes relevant d'un traitement à long terme, et primo-consommateurs, adolescents instables le plus souvent, soumis à la pression d'un groupe, qui après avoir « essayé » un pétard, ont rapidement renoncé aux paradis artificiels. Le nombre des consultations pour des cures de désintoxication est aussi en hausse. En 2009, 7 064 consultations ont été recensées, contre 6 370 l'année précédente, et 1 086 hospitalisations. En deux ans, plus de 30 000 toxicomanes ont accepté d'être traités.

### ► Bataille de longue haleine

Inquiètes de cette évolution, les autorités ont mis en place un double dispositif de prévention et de répression – en dernier recours – pour tenter d'endiguer ce phénomène récent qui a tendance à prendre racine sur fond de chômage, d'échec scolaire et de perte de repères dans une société urbanisée à près de 80 %, et bombardée d'images de violence diffusées par les télévisions étrangères. La guerre menée contre les gangs dans les zones urbaines a certes permis de démanteler plusieurs réseaux d'écoulement de résine de cannabis. Plus de 300 trafiquants ont ainsi été arrêtés en 2009, et les dizaines d'appartements qui leur servaient d'aires de stockage, neutralisés. Mais dès qu'un réseau tombe, un autre se constitue ailleurs. Et tout le travail est à refaire.

Policiers et trafiquants jouent au chat et à la souris dans une partie dont les principales victimes restent les jeunes. Le mouvement associatif, à l'origine d'un Plan national de prévention de proximité, les éducateurs, les imams et les parents sont régulièrement appelés à jouer leur rôle. Des équipes multidisciplinaires mobiles de médecins, psychologues, sociologues ont été constituées pour porter secours à ces jeunes en détresse et rester à leur écoute. Elles agissent parallèlement aux centres de désintoxication ouverts par l'État. Mais personne ne se dissimule que la bataille contre ce fléau, qui frappe la jeunesse partout dans le monde, sera longue et difficile et que ses résultats resteront incertains et fragiles. ■

**LES CONNEXIONS S'ORGANISENT À PARTIR DU SAHEL, OÙ CONTINUENT  
D'OPÉRER DES TERRORISTES D'AL-QAÏDA AU MAGHREB ISLAMIQUE.**

**Ghana** Accra n'est pas épargnée par le trafic en Afrique de l'Ouest. Mais elle est plus que jamais déterminée à démanteler les réseaux. Avec quelques jolis succès, explique Yaw Akrasi-Sarpong, directeur exécutif du Narcotics Control Board.

## « Les trafiquants testent la détermination des gouvernements »

Propos recueillis par Augusta Conchiglia

**T**itulaire d'un doctorat en pharmacie, cet activiste politique, dès les premiers jours de la révolution lancée par Jerry Rawlings en 1982, a depuis exercé les plus diverses responsabilités, comme celle de gouverneur de la Eastern Region ou de membre de la direction du National Democratic Congress, le parti qui vient à nouveau de remporter les élections. De 2005 à 2008, en tant qu'observateur des processus électoraux dans les pays de la région, pour le compte de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Yaw Akrasi-Sarpong a mesuré les risques que font courir les narcotrafiquants aux jeunes démocraties de l'Afrique occidentale.

■ **L'Afrique occidentale est assaillie par les narcotrafiquants. Comment le Ghana se défend-il contre ce fléau ?**

□ En effet, toute la région est sérieusement affectée. Au Ghana, depuis l'affaire du navire *MV Benjamin*, en 2006, qui transportait une importante cargaison de cocaïne avec la complicité de personnalités connues – en partie relâchées par la justice –, et l'arrestation, peu après, d'un député du NPP [New Patriotic Party, le parti au pouvoir à l'époque, *ndlr*] pour trafic d'héroïne, l'opinion a pris conscience de la gravité du phénomène. Ces deux incidents ont révélé des complicités à haut niveau, aussi bien dans la police que dans l'administration ou la classe politique. Aux dernières élections, un des candidats à la présidentielle a été cité dans les enquêtes sur les trafics de cocaïne.

Depuis l'alternance de 2008, des

moyens supplémentaires ont été mis à la disposition du service chargé de combattre le narcotrafic. Il y a une plus grande détermination à parler des filières et dénoncer les barons locaux. Mais les narcotrafiquants latino-américains continuent de prendre la région d'assaut et le Ghana n'est pas épargné.

Il y a des pays qui sont pris en otage par les trafiquants, comme la Guinée-Bissau, bien sûr, où les conséquences ont été et continuent d'être dramatiques. Le cas de la Guinée-Conakry nous préoccupe depuis longtemps. L'État de ce pays est défaillant, ou, plutôt, il s'agit d'un espace non gouverné. C'est ce que les trafiquants recherchent. S'ils jouissent en plus de la complicité de personnes aussi bien placées que le fils du chef de l'État sous Lansana Conté, on peut imaginer l'impact de ce trafic sur le pays et ses faibles institutions. Les trafiquants testent le pouls des régimes, la détermination des gouvernements, voient la réaction de la police et dessinent une stratégie de pénétration.

■ **Le Ghana est cependant plus à même de se défendre contre cette offensive...**

□ Notre État est incomparablement plus fort, mais nous n'avons pas assez de moyens et nous avons besoin de la coopération internationale.

Sur le plan intérieur, nous avons intensifié la répression des *dealers* et surtout de ceux qui font partie du réseau organisant le transit vers l'Eu-

rope. Nous avons eu affaire à plusieurs cas de « mules » transportant d'importantes quantités de cocaïne. Il s'agit parfois de gens du *showbiz* ou de la mode. Nous nous efforçons par ailleurs de stigmatiser les personnes impliquées devant l'opinion et, surtout, les jeunes attirés par ces trafics très juteux. Les trafiquants locaux ont tendance à exhiber leurs richesses et deviennent parfois populaires.

Par le passé, des cadres de la police ont été sérieusement suspectés d'avoir trempé dans ces commerces illicites, mais le gouvernement d'alors avait ignoré certaines preuves. Il n'y a pas eu de sanctions ni de licenciements. Pourtant, dans un cas, d'importantes quantités de cocaïne détenues dans les coffres de la police ont disparu. Et, selon des témoins, les responsables étaient connus de l'administration Kufuor (2000-2008). Si le gouvernement avait montré sa volonté d'agir avec fermeté, les choses n'en seraient pas arrivées là. Aujourd'hui, les règlements au sein de la police sont beaucoup plus stricts.

Nous sommes plus que jamais déterminés à rendre la vie dure aux narcotrafiquants. Nous envisageons de nous équiper en matériel sophistiqué et de mieux former nos hommes. Le président veille à ce que les conditions de travail soient en adéquation avec les défis posés par ce trafic. Mais nous avons encore du chemin à faire.

Grâce à la coopération régionale, nous avons remporté quelques succès.

NOTRE ÉTAT EST INCOMPARABLEMENT PLUS FORT...

MAIS NOUS AVONS BESOIN DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.

Un des *leaders* du cartel colombien, qui avait pu fuir le Ghana, a été arrêté à la frontière entre le Bénin et le Togo, ramené au Ghana et expédié aux États-Unis où il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.



Le « Pitea », intercepté le 5 juillet au large du Ghana, chargé de 2 tonnes de cocaïne.

AFP / Marine nationale

En 2009, grâce à la collaboration des États-Unis, des Britanniques et d'Interpol, nous avons saisi 164 kg de cocaïne à bord d'un bateau battant pavillon du Panama et avec du personnel de nationalité philippine. L'enquête se poursuit au Brésil.

■ **Avec quels pays travaillez-vous au niveau régional ?**

□ Nous agissons notamment en étroite collaboration avec le Togo et le Nigeria. Avec ce dernier, nous partageons beaucoup d'informations. Le Nigeria est très engagé dans cette lutte. Il a formé du personnel très qualifié. Feu le président Umaru Yar'Adua a beaucoup fait pour outiller le pays contre le trafic de drogue. Je suis sûr que son successeur va continuer.

Le Ghana voudrait par ailleurs devenir un centre de formation régional. Il y a une école au Togo, créée sous l'égide de la CEDEAO, mais c'est insuffisant. Nous avons suggéré à l'organisation régionale de créer un autre centre au Ghana qui bénéficierait à toute la région, comme les Américains ont entrepris de le faire au Cameroun.

■ **Vous luttez aussi contre la production locale de cannabis...**

□ Oui, nous aidons les producteurs locaux de cannabis, appelés ici « *wee* », à s'engager dans d'autres cultures, aussi rémunératrices que possible. Le cannabis est un produit traditionnel dans toute cette région de l'Afrique. Nous avons évalué la surface cultivée – éparpillée dans plusieurs régions du pays, surtout dans les zones des savanes – à 120 000 hectares. Le commerce est estimé à 30 millions de dollars environ par an. On extrait aussi de l'huile, qui est exportée clandestinement et utilisée mélangée au tabac. Comme pour la plupart des drogues, ce sont les revendeurs, surtout dans les villes ou à l'étranger, qui en tirent le plus gros bénéfice. Les paysans ne s'enrichissent pas avec le cannabis. On peut dès lors développer des projets alternatifs. Mais c'est parfois difficile car ces petits producteurs sont soumis à une

forte pression des trafiquants pour poursuivre leur culture.

■ **Êtes-vous outillés pour faire face aux opérations financières de blanchiment d'argent ?**

□ Nous souhaitons renforcer l'arsenal législatif existant, mais nous devons éviter de donner l'impression que l'on persécute les riches – une accusation souvent adressée au NDC [National Democratic Congress, au pouvoir, *ndlr*] !

La loi existante a été rédigée par le NPP (le parti de l'ex-président Kufuor) et est considérée comme « *business friendly* » (favorable au commerce). Il nous faudra cependant imposer des restrictions ultérieures. Aussi, le Serious Fraud Office (Bureau des fraudes graves) est en voie de réorganisation afin d'ôter les obstacles qui empêchent son travail. Nous allons créer une Financial Intelligence Unit afin de favoriser les enquêtes sur le blanchiment. ■

**Guinées/Cap-Vert/Sénégal** Confrontés aux puissants moyens des barons de la drogue, les États pauvres et peu équipés de la façade atlantique peinent à arrêter les flots d'argent et de stupéfiants.

## Une plaque tournante à ciel ouvert

Par Habib Tawa

Il y a quelques années, des pêcheurs de São Vicente, située au nord de l'archipel du Cap-Vert, découvraient à Santa Luzia, une île proche et inhabitée, plusieurs caisses contenant une pâte brune non comestible. Ne sachant qu'en faire ils la donnèrent à manger à leurs cochons, jusqu'à ce qu'on leur apprenne qu'il s'agissait de plusieurs tonnes de haschich ! Ce récit parmi tant d'autres révèle la facilité avec laquelle les navires de contrebandiers abordent et mettent à profit l'immensité de l'océan pour organiser leur commerce illicite.

### ► États et trafiquants

Aujourd'hui, avec l'extension du trafic et le développement de la consommation des drogues par les touristes et même les résidents (les enfants des rues en sont les premiers vecteurs et les premières victimes), une telle naïveté n'est plus de mise. Plus grave, les forces politiques sont progressivement gangrenées par l'argent des diverses mafias qui tentent de les acheter. Déjà, en avril 2007, le Mouvement pour la démocratie (MPD, opposition) demandait aux pouvoirs publics d'enquêter sur un éventuel financement des partis par l'argent de la drogue. Son accusation tentait de retourner contre le Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert (PAICV, au pouvoir), les insinuations que celui-ci avait jetées le mois précédent au Parlement, affirmant que les députés du MPD « deviennent nerveux lorsque l'on parle de drogue ».

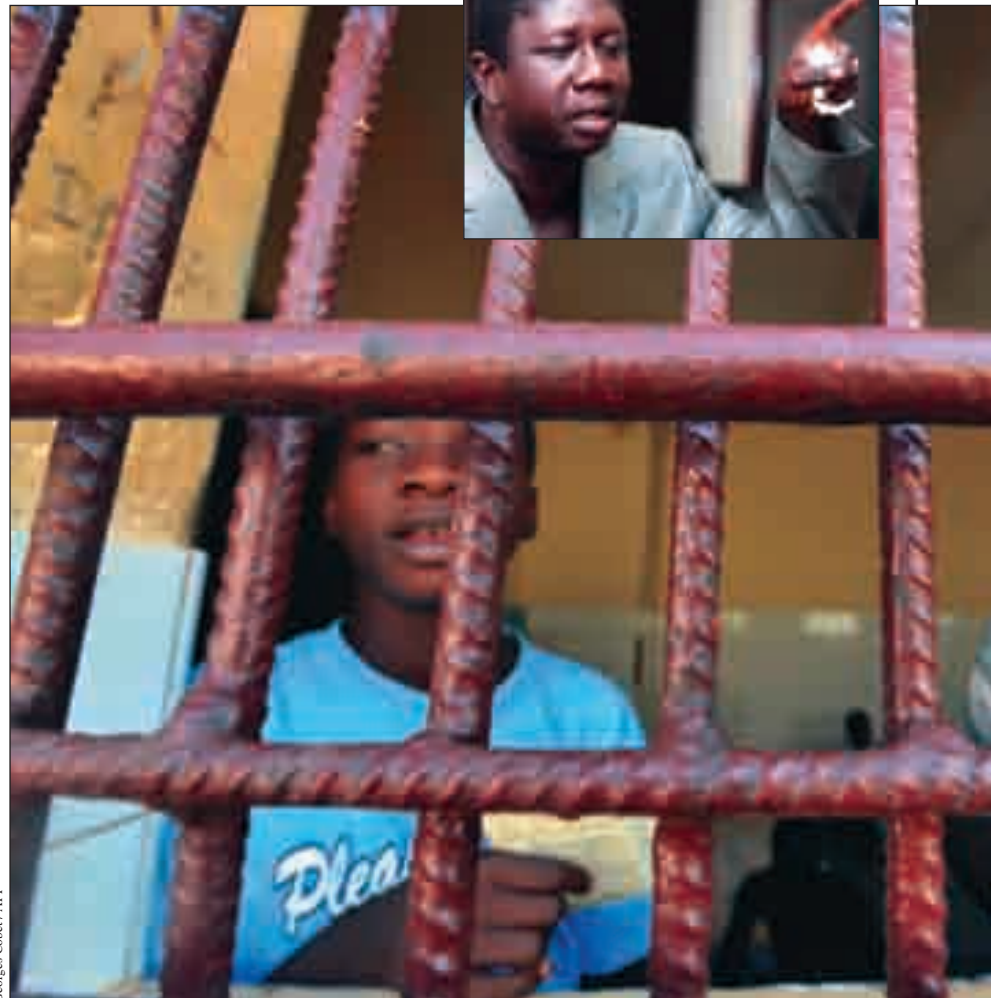
Depuis une dizaine d'années se multiplient les concertations régionales et internationales, en particulier à Praia, la capitale. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont appelé à « une coopération renforcée entre l'Afrique de l'Ouest, l'Eu-

rope et l'Amérique latine ». La répétition de ces déclarations marque la gravité de la situation et la difficulté d'y faire face autrement que par des mots. Ce n'est pas un hasard si la Drug Enforcement Agency (DEA) américaine classe les îles du Cap-Vert comme le second point de passage en Afrique de l'Ouest des drogues dures (surtout la cocaïne) en provenance d'Amérique du Sud et à destination de l'Europe. Il n'est pas non plus surprenant que de nombreux Capverdiens soient arrêtés avec de petites doses de cocaïne, de

cannabis et de haschich qu'ils tentent d'introduire en Europe. On qualifie ces petits convoyeurs de « mules ».

En Guinée-Bissau, le même type de situation est aggravé par la lutte incessante et violente que se livrent, depuis l'indépendance, les divers clans politico-militaires autour du pouvoir. Il reste difficile de déterminer avec certitude si, derrière les affrontements visibles, il s'agit uniquement de combats entre des intérêts mafieux ou si cer-

G. Cobet / AFP



Georges Cobet / AFP

taines des forces en présence cherchent à maintenir une forme d'État de droit. Le parti du défunt président Joao Bernardo « Nino » Vieira était particulièrement impliqué dans le trafic de cocaïne, alors que son chef d'état-major, le général Tagmé Na Waie, aurait été opposé à la corruption de l'administration. Selon le quotidien français *Le Figaro*, les attentats meurtriers presque simultanés du 2 mars 2009, contre le général et le président, étaient probablement perpétrés par les trafiquants colombiens, peut-être en représailles contre la destitution en août 2008 du contre-amiral Bubu Na Tchuto, chef de la marine nationale soupçonné de couvrir le trafic. Celui-ci parade désormais à Bissau, après s'être réfugié en décembre 2009 auprès... des Nations unies. Il reste que La Guinée-Bissau est qualifiée de « narco-État » par l'ONUUDC.

En Guinée-Conakry, depuis la mort de

*Jeunes incarcérés, à Bissau.*

*En médaillon, le fils de Lansana Conté accusé de trafic de drogue.*



## Une localisation idéale

Situé à mi-parcours entre l'Amérique du Sud et l'Europe, chacun de ces quatre pays d'Afrique de l'Ouest dispose d'avantages propres qui le rend attractif pour les trafiquants de drogue latino-américains.

Particulièrement bien placé, l'archipel du Cap-Vert est l'État le plus proche du Nordeste brésilien. Ses nombreuses îles, qui représentent 965 kilomètres de côtes, parfois désertes, peu surveillées et difficiles à contrôler par des pouvoirs publics pauvres en moyens, en font un lieu de stockage et de transit idéal pour toutes sortes de trafics.

La Guinée-Bissau, lusophone comme l'archipel capverdien, a longtemps été unie à lui dans le cadre de l'Empire portugais, puis s'en est détachée définitivement en 1980, six ans après l'indépendance. La culture portugaise commune, partagée aussi avec le Brésil, les rapproche et les ouvre aux contacts avec l'Amérique latine. La côte extrêmement découpée, avec ses nombreuses anses, embouchures de rivières et îles (en particulier l'archipel des Bijagos) est un repaire idéal pour les échanges discrets avec des navires venus du large.

Situé en face de l'archipel du Cap-Vert, le Sénégal dispose de l'infrastructure de transports, de communications et de la base financière indispensables pour traiter avec l'Europe. Par ailleurs, la communauté ethnolinguistique qui rapproche les populations du nord de la Guinée-Bissau de celles de la Casamance, située au sud du Sénégal, établit une transition naturelle entre les deux pays.

La Guinée Conakry qui, comme le Sénégal, avait jusqu'ici joui d'un pouvoir central fort, borde au sud la Guinée-Bissau. Ces deux pays mettent en contact la côte africaine avec les États africains de l'intérieur, Mali et Côte d'Ivoire. ■

Lansana Conté en 2008, des forces liées à la drogue ressortent en filigrane. Un procès vise d'une part d'anciens hauts responsables du régime Conté : l'ancien directeur de l'Office central antidrogue, son successeur, l'ancien patron de la gendarmerie, l'ex-chef d'état-major de la marine, le dernier chef d'état-major de Conté, et d'autre part des parents de l'ancien président, dont son fils aîné et son beau-frère. Tous sont accusés, entre autres, de narcotrafic. Curieusement le lieutenant-colonel Moussa Tiegboro Camara, membre de la junte chargé de la brigade de lutte contre la criminalité et le trafic de stupéfiants, est lui aussi convoqué. Par ailleurs, celui-ci est accusé de complicité dans les massacres du stade de Conakry du 28 septembre 2009. Dans tout cela, il reste difficile de distinguer les règlements de compte des faits réels. Une chose est sûre : en une dizaine d'années, les investissements étrangers ont plus que décuplé et nombre d'entre eux sont liés au trafic.

À Dakar, les douaniers arrêtent régu-

lièrement des voyageurs transportant de petites quantités de cocaïne. Tels des fourmis, ils tentent de noyer sous leur nombre les filtres policiers. À en croire le directeur de l'Office central pour la répression du trafic de stupéfiants de Dakar, « le Sénégal présente de nombreux avantages : la desserte aérienne vers l'Europe et l'Amérique latine, via le Cap-Vert, est bonne et sur place, l'accès à Internet pour d'éventuelles transactions financières électroniques est excellent ».

Selon Antonio Costa, directeur de l'ONUUDC, le trafic de drogue « pervertit les économies faibles et compromet les élites politiques ». Il devrait ajouter : « Et sert parfois de paravent à d'autres intérêts. » Le sous-marin *USS Annapolis*, longtemps amarré dans l'île capverdienne de Sao Vicente sous prétexte de missions de patrouille et de collectes d'informations sur le trafic des stupéfiants et l'immigration clandestine, permet en particulier à la marine américaine de s'y incruster. ■

**DIFFICILE DE DISTINGUER, DERRIÈRE LES AFFRONTEMENTS**

**POLITIQUES, LES LUTTES D'INTÉRÊTS MAFIEUX.**

**Dépendance** Depuis une vingtaine d'années, le continent, du nord au sud, d'ouest en est, n'échappe plus à la consommation massive de drogues.

## L'Afrique se shoote

Par Corinne Moncel

Il est bien loin le temps où la consommation de drogues ne relevait que d'un usage rituel : un peu d'iboga, une plante psychotrope, dans les potions des sorciers d'Afrique équatoriale, pour entrer en contacts avec les ancêtres ; quelques feuilles hallucinogènes de datura, en Afrique sahélo-saharienne, pour soigner, stimuler ou entrer en transe. Dans l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle, changement de décor : c'est consommation à tous les étages. Chez les enfants soldats ou vivant dans les rues. Les jeunes en manque de travail et d'avenir. Les actifs des villes et des campagnes multipliant les travaux de force pour joindre les deux bouts. Les artistes, élites et politiques pour se donner un coup de fouet et s'adonner à quelque plaisir. Et même le bétail, tels ces bœufs au Bénin gavés – comme leurs maîtres – à la datura pour tenir le coup des gros travaux des champs.

À la sortie des lycées de Rabat ou du Caire, on se fume un joint ou deux ; dans les « fumeries » de Kinshasa ou de Kampala, on se shoote à la dagga ; dans les quartiers glauques de Dakar ou de Nairobi, on se trouve les veines pour s'injecter sa dose d'héroïne ; dans les rues de Port-Louis ou Lagos, on s'inhale du crack ; dans des appartements de Johannesburg ou de Bissau, on se sniffe une ligne de cocaïne ; sur les docks de Dar es-Salam ou de Luanda, on s'avale une amphétamine... La toxicomanie est devenue un vrai problème de santé publique en Afrique. Pourtant, elle n'est toujours pas soignée comme tel dans la plupart des pays. Toujours pour les mêmes raisons : relativisation du problème, manque de financement public pour la prévention et les soins, priorité à d'autres causes sanitaires.

Le cannabis, ou chanvre indien, qui se prend sous forme d'herbe fumée (marijuana, kif, dagga, ganja, etc.) ou



V. Duranty / Rupto

*Chez les Pygmées de RCA  
le chanvre se fume en pipes de bambou.*

de résine (haschich, shit), est la drogue « préférée » des consommateurs africains : 63 % d'entre eux s'y adonnent, selon les chiffres 2009 de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), estimés à partir des demandes de traitement, contre 20 % en Europe, 23 % en Amérique du Nord ou 10 % en Asie. Le premier producteur mondial, le Maroc, qui s'était spécialisé dans l'exportation vers l'Europe, a su se créer des marchés en Afrique du Nord et des pays limitrophes. Ailleurs, le cannabis est devenu une culture dominante pour une consommation locale ou régionale : au Ghana bien sûr, où l'usage est généralisé depuis les années 1960, en Afrique du Sud, premier producteur subsaharien, au Sénégal, où il essaime

dans toutes les régions, en République démocratique du Congo entre deux rangs de Manioc, et dans nombre de pays où sa culture est nettement plus rentable que l'agriculture vivrière.

### Les prix baissent

Les drogues dures, opiacées (héroïne et substituts, genre Subutex ou méthadone), cocaïne et son dérivé, le crack, restent loin derrière le cannabis, consommées respectivement à 17 % et 7 %, selon l'ONUDD. Leur usage a augmenté proportionnellement à la quantité transitant par l'Afrique, devenue plaque tournante du trafic mondial. Tous les spécialistes le savent : à chaque kilo convoyé d'une région à destination d'une autre, restent des dizaines, voire des centaines de grammes dans le pays de transit. Des habitudes se créent, des marchés voient le jour, l'offre abonde, les prix baissent (sauf en cas de pénurie artificielle organisée par les trafiquants), la consommation augmente.

Les amphétamines représentent 5 % de la consommation africaine. Ces substances de synthèse dopantes, souvent appelées « drogues du travail » ou « cocaïne du pauvre », sont vendues à l'unité pour une bouchée de pain et abondent sur les marchés urbains et ruraux. Restent toutes les autres drogues (8 % de la consommation totale selon l'ONUDD) : hallucinogènes naturels (champignons, iboga, datura...) ou de synthèse (LSD, acide, « poussière d'ange »...), barbituriques et tranquillisants (dont le Mandrax, surconsommé en Afrique australe), et les solvants (éther, essence, colle, laque...), les moins chers. Et les plus toxiques, principalement consommés par les enfants. ■

**L'AFRIQUE, PLAQUE TOURNANTE MONDIALE DES DROGUES,  
EST UNE TOXICOMANE QUI N'A PAS LES MOYENS DE SE SOIGNER !**

**Enfants** Dans la capitale algérienne, les très jeunes désœuvrés sont de plus en plus nombreux à s'encoller les poumons et les tripes. Moins pour le fun que pour l'overdose.

## Le jus du bon Dieu

Par **Samy Abtroun**

Un sac à deux balles renforcé ou une vieille bouteille percée en bouche. Dedans, en vrac, de la colle liquide. On se fiche bien de savoir ce qu'elle contient. Seule l'odeur compte. Le parfum, l'élixir du paradis ose-t-on même. On lui a d'ailleurs trouvé des noms : « Chanel 6 », « petit lait », « prise de tête », « patex », « jus du bon Dieu ». Chacun son truc, son image, sa poésie. L'usage du plastique sert justement à faire grimper l'inspiration, augmenter les effluves, démultiplier le délire.

### Facile et pas cher

À Alger, capitale de tous les excès, la pratique du sachet est pour les très jeunes (de 10 à 14 ans en moyenne) une façon économique de vivre leur misère, moins chère que le cannabis, le cinéma ou la cabriole. Aspirant bouche ouverte (mais pas avec le nez), ils pompent à leur manière. Dans la tête, « ça déchire » : euphorie, hallucination, ivresse. L'émotion, quasi gratuite, est même réputée « meilleure que celle qu'apporte le sexe », assurent ces grands enfants, le rire presque gêné... d'autant qu'on « avale » généralement en bande.

Ces toxicomanes en culotte courte vivent en groupe – en meute –, sont très pauvres, livrés à eux-mêmes, garçons mais aussi de plus en plus souvent fillettes, orphelins fréquemment, dépenaillés toujours, n'allant pas à l'école, n'allant plus nulle part d'ailleurs. Petits délinquants pour certains, ayant déjà tâté du joint ou du cachet, ils sont également victimes de parents démissionnaires ou emprisonnés, fruits « secs » d'une... séparation, gosses des bidonvilles, oubliés du terrorisme, etc. Ils traînent leur boulet et leurs guenilles sur les marches et dans

les trous des quartiers populaires d'Alger et de sa périphérie : Bab el-Oued, place des Martyrs, Belcourt, Grande Poste, boulevard Amirouche, Bachdjara, El Harrach...

Le recours à cette drogue, qu'on trouve en pot à la droguerie du coin – excusez du peu ! –, n'a même pas besoin de têtes pensantes, de réseau, de trafiquants... Plus éphémère mais réputée efficace, la clope roulée à la poudre de cafards nécessite un semblant de technique ; le pot de glu, lui,



Les enfants de la rue sont les principales victimes de la colle.

s'envoie aussi simplement qu'une lampée de miel, pour quelques dizaines de dinars (moins d'un euro le tube). Au niveau tarif, cela reste encore plus avantageux qu'un diluant pour peinture, autre substitut très en vogue en ce moment. Dans tous les cas, l'addiction, elle, est bien plus salée que l'addition. Sac à (pleine) main, comme des promeneurs du dimanche, ils gonflent leurs poumons (ou ce qu'il en reste) à mesure qu'ils dégonflent le plastique. Au bout de quelques mois

de consommation, ces enfants ont tous cette particularité : ils ont le visage gris et mangé de l'intérieur, l'œil livide – de bœuf dit-on –, déjà morts ou presque, espèces de zombies à face plastique.

La nuit, la gueule encore collante, ils se laissent approcher par les agents de la Protection civile dont le travail de sensibilisation est tout à fait exemplaire. L'un d'eux nous dira l'acharnement qu'il met à convaincre ces petits sans jamais être sûr du résultat. « Certains grands (15 ans !) acceptent de se faire désintoxiquer. Les gosses, c'est plus dur. » Le jour, revenus dans le monde des vivants, les gamins sont agressifs, respirent mal, ne mangent plus. À la fois nerveux et enjoués, ils replongent aussi sec dans leur bouteille. Restent dessus longtemps, crispés, raides, l'œil à demi fermé. À quand la noyade ? Sur les trottoirs, faisant la manche et se tordant jusqu'aux os, ils insultent ou narguent les automobilistes et les policiers. Ils ne risquent rien. La loi n'a rien prévu contre la fumée de colle. Ils le savent. En rigolent. En crèvent.

Et pour les accrocs qui survivent, l'inévitable montée en grade. Car le jus du bon Dieu n'est au fond qu'un relais vers un shoot plus fort, cocaïne, héroïne, etc. Avec cette réalité sordide : la délinquance qui accompagne cette « promotion » est toujours plus lourde, plus dangereuse. Voyous dans le meilleur des cas, ils finiront en centre de redressement – sorte de pause déjeuner. Sinon, au bord de l'overdose, ils prendront un coup de couteau, de feu. Un coup de trop. ■

**ILS REPLONGENT AUSSI SEC DANS LEUR BOUTEILLE, CRISPÉS, RAIDÉS, L'ŒIL À DEMI FERMÉ. À QUAND LA NOYADE ?**